

## Document d'information

### PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU CANADA EN UKRAINE

En vertu du programme d'assistance technique de trois ans exécuté par le Canada en Ukraine au coût de 30 millions de dollars, 25 projets d'une valeur de 6,6 millions de dollars ont été approuvés dans les secteurs prioritaires de l'administration publique, de l'agriculture, de la santé, de la démocratisation ainsi que du commerce et de l'investissement. Dans le cadre des projets qui offrent une formation pratique axée sur le développement des ressources humaines, les aptitudes à la gestion et les transferts de technologies, le savoir-faire canadien répond aux priorités établies par le gouvernement ukrainien.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, avait annoncé la création du programme d'assistance technique en septembre 1991. L'objectif visé est de soutenir les réformes axées sur le marché, le développement de la démocratie et l'établissement de liens accrus avec la région dans les domaines du commerce et des investissements. Le programme est administré par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Ce Groupe de travail coordonne aussi l'aide humanitaire du Canada dans la région.

Voici les projets d'assistance technique qui sont présentement en cours :

#### ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### Conseillers en politiques

La Ukrainian Canadian Professional and Business Federation affecte neuf conseillers en politiques auprès du gouvernement de l'Ukraine pour une période d'un an. Ils fournissent des conseils en matière de politiques et de techniques dans les domaines de la gestion publique, de la fiscalité, des institutions financières, des relations financières internationales, de la réforme du droit, des services de traduction, des réseaux de communication et des systèmes d'information. Dans le cadre de ce projet de 772 000 dollars, des programmes de formation à court terme seront aussi offerts à des fonctionnaires ukrainiens prometteurs dans des ministères et des institutions du gouvernement canadien.